

Hauts-de-Seine matin

Rama Yade, SDF électorale

Le tribunal d'instance a rejeté hier le recours de Rama Yade, refusant sa réinscription sur les listes électorales de Colombes.

COLOMBES

Mauvaise passe pour Rama Yade. Hier à 11 h 30, la juge du tribunal d'instance de Colombes a rejeté sa demande d'inscription sur les listes électorales de la ville. La conseillère municipale d'opposition (Parti radical) ne peut donc plus voter dans la commune où elle a été élue en 2008.

Radiée des listes le 15 décembre, Rama Yade avait demandé sa réinscription en faisant valoir qu'elle avait déménagé le 7 décembre dans un appartement de la rue Colbert. En vain. L'élue avait alors déposé un recours auprès du tribunal d'instance. Mardi dernier, à la stupéfaction générale, la juge a décidé de crever l'abcès et s'est déplacée pour visiter ce fameux trois-pièces... totalement vide. La faute à un dégât des eaux, argumentait Rama Yade dans la foulée. La décision rendue hier est sans équivoque : « Les locaux étaient vides de tout meuble, document ou élément personnel. Qualifier ces lieux de domicile est donc prématuré. [...] La preuve du domicile réel sur la commune n'est donc pas acquise. » Car, pour être inscrit sur une liste électorale, il faut avoir son domicile — et non une résidence — ou payer des impôts locaux depuis cinq ans. Ce qui n'est pas le cas de l'ex-secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme.

« Tant qu'elle n'est pas inscrite sur une liste, elle ne peut pas être candidate »
UN JURISTE

Cette décision jette aussi un voile sur l'avenir politique de Rama Yade, qui s'est déclarée candidate aux législatives sur la 2^e circonscription (Asnières-Colombes), aujourd'hui détenue par le député sortant (UMP) Manuel



COLOMBES, LE 5 JANVIER. Rama Yade n'habite pas à Colombes. La décision rendue hier, concernant l'appartement situé rue Colbert, est sans équivoque : « Les locaux étaient vides de tout meuble, document ou élément personnel [...] La preuve du domicile réel sur la commune n'est donc pas acquise. » (LP/O.B.)

Aeschlimann. Qu'elle n'habite pas Colombes n'empêche pas Rama Yade — connue pour être installée dans le XVIII^e arrondissement parisien — de se présenter. Mais elle doit figurer sur une liste électorale, n'importe où. Hier, l'intéressée était donc une SDF électorale. « Tant qu'elle n'est pas inscrite sur une liste, elle ne peut pas être candidate », rappelle un juriste. Rama Yade a jusqu'à fin février pour saisir une autre juridiction et se faire inscrire ailleurs, en toute logique à Paris. « Ce serait la seule solution pour sauver sa candidature », pense Manuel Aeschlimann. Qui estime évidemment plus « raisonnable » qu'elle « se retire ». « Aux électeurs d'apprécier la sincérité de sa démarche, commente quant à lui Sébastien Pietrasanta, maire PS d'Asnières et candidat socialiste. De toute façon, si elle se maintient sans être inscrite à

Colombes, elle perd une voix, la sienne. » « Depuis des mois, elle accumulait les mensonges, réagit son tour Philippe Sarre, maire PS de Colombes. Aujourd'hui, la morale et le droit l'em-

portent. » Rama Yade peut encore se pourvoir en cassation. Injoignable hier soir, elle devrait s'exprimer aujourd'hui au siège du Parti radical, à Paris. OLIVIER BUREAU

Deux procédures judiciaires en cours

Rama Yade n'en a pas terminé avec son vrai-faux domicile sur Colombes. Aujourd'hui, deux procédures sont en cours. Fin décembre, conformément à l'article 40 du Code de procédure pénale, Philippe Sarre adresse un signalement au parquet de Nanterre, qui ouvre une enquête préliminaire. Les policiers doivent établir si les documents fournis par Rama Yade pour être inscrite sur

les listes sont valables ou pas, et donc s'il y a eu fraude. L'autre procédure est plus récente. Rama Yade a produit deux copies différentes de son contrat de bail à la commission de révision des listes et au tribunal d'instance qui examinait son recours. Trois habitants de Colombes, qui demandaient à ce que l'élue ne soit pas réinscrite, ont alors porté plainte vendredi dernier pour faux et tentative d'escroquerie.

GRAND PARIS

Le violeur en série suscite d'incroyables rumeurs

L'appel à témoins diffusé le 13 janvier par la police judiciaire parisienne pour retrouver un homme soupçonné de trois viols, à Paris et Etampes (Essonne), donne lieu depuis lors aux plus folles rumeurs et à une réelle peur, amplement relayées sur Facebook, Twitter et par SMS, obligeant la police à un travail de fourmi. « C'est un cauchemar, dès qu'un homme noir s'approche d'un collègue ou lycéen, on est susceptibles d'être appelés », résume un policier de Seine-Saint-Denis, où un SMS a signalé la présence d'un violeur de collégienne quelque part entre Pierrefitte et Saint-Denis (notre photo).

Ces quelques lignes ont tellement circulé que les commissariats et les

équipes mobiles de sécurité ont été sollicités dans nombre de collèges et lycées du département. « On ne prend pas ça à la légère, note un fonctionnaire. Mais rien de ce qu'on a eu à entendre n'a été confirmé. Et pourtant, dans certains cas, on a pris attache auprès des services jeunesse, mairie, des grands de la cité qui auraient soi-disant couronné le violeur... Au final, celui qui disait avoir vu revenir sur ses propos. On court après un fantôme et les profs n'en peuvent plus. »

De fausses informations qui épuisent les policiers

Dans certaines cités, le portrait-robot a même été affiché. Mehdi, parent d'élève à La Courneuve (93), évoque

une « vraie psychose ». « Depuis une semaine, tout le monde ne parle plus que de cela. Mon fils et ma nièce s'appellent le matin pour faire le trajet en groupe vers le lycée. C'est aussi le cas de nombreux collégiens. » Les rumeurs les plus fantaisistes circulent jusque dans la capitale où, vendredi soir, cette gardienne d'immeuble du XV^e arrondissement croyait savoir que le violeur parisien était aux abords d'un collège de Saint-Denis... Elles courent encore du côté du Val-d'Oise où une habitante a appelé hier notre rédaction pour savoir si l'homme était ou non à Stains, comme elle venait de le lire sur

Des messages signalant la présence d'un violeur de collégiennes circulent par SMS et sur les réseaux sociaux.



Facebook. Sur Twitter, on a vu l'homme à Epinay, Créteil, Issy-les-Moulineaux.

Ces informations interfèrent aussi parfois avec d'autres faits. A Créteil, par exemple, la police enquête sur un enlèvement dénoncé par une fillette de 11 ans. Les SMS ont pris le relais et même mêlé un exhibitionniste à l'affaire. Trois gardes à vue ont eu lieu dans le cadre de l'enquête. Toutes infructueuses. Ceux qui auraient une information urgente à fournir au sujet de cette enquête sont invités à appeler le 17. CAROLE STERLE AVEC LES ÉDITIONS

LE COUAC

Une candidate transsexuelle annule sa visite à IBM

Candidate transsexuelle à la présidentielle, Brigitte Goldberg a annulé hier une visite au siège d'IBM, à Bois-Colombes. Selon la candidate, la presse devait être présente. IBM a finalement annoncé que la visite « se fera à titre privé ». Piquée, l'intéressée a annulé son déplacement. « IBM France a reçu le prix de l'Audace 2011 pour sa politique d'intégration des personnes LGBT (NDLR : lesbiennes, gays, bi et transgenre), il semble que cette audace ne va pas jusqu'à considérer qu'une candidate transsexuelle puisse faire de la politique et parler d'autre chose que des problèmes qui lui sont spécifiques », fulmine le service com de la candidate. La direction d'IBM explique quant à elle : « Nous ne pensions pas que sa visite faisait partie de sa campagne ».

À NOTER

Forever 21 débarque samedi



Forever 21, la marque américaine de vêtements à petits prix ouvre son premier magasin dans l'Hexagone samedi au cœur du centre commercial Vélizy 2 (Yvelines). Deux mille mètres carrés, situés au premier étage, entièrement dédiés aux vêtements, chaussures et accessoires pour les femmes, les hommes et les enfants.

CHIFFRE

15 000

NOUVEAUX DOCUMENTS

aux archives départementales

Le conseil général a mis en ligne hier le site officiel des archives départementales des Hauts-de-Seine*, qui rassemble l'histoire et la mémoire du département. Cette nouvelle version met à l'honneur la généalogie, avec près de 15 000 nouveaux fichiers en ligne comprenant principalement les tables décennales de l'état civil (1793-1882). * <http://archives.hauts-de-seine.net>.

VIVRE DANS LES HAUTS-DE-SEINE

CLICHY

Rassemblement après le suicide d'un agent municipal

A l'appel de l'intersyndicale CFDT, CGT et Force ouvrière, les agents municipaux de Clichy sont invités à exercer leur droit de grève, ce matin, pour dénoncer le « mal-être au travail ». Un rassemblement devant l'hôtel de ville aura également lieu de 10 heures à 12 heures. Ce mouvement intervient à la suite du suicide d'un de leurs collègues, Fernando Lino, mercredi. L'homme, âgé de 48 ans, s'était donné la mort dans les sous-sols de la mairie alors qu'il devait être transféré dans un nouveau service après un arrêt maladie d'un an.

Le maire affrontera Patrick Balkany

Au terme de la consultation organisée ce week-end auprès des militants socialistes de Clichy et de Levallois, le tandem formé par Gilles Catoire et Jean-Laurent Turbet a été désigné comme candidat aux élections législatives dans la 5^e circonscription (Clichy-Levallois). Au total, sur les deux sections, ce sont 59,5 % de militants qui se sont déplacés (61,7 % uniquement à Clichy). Le maire PS de Clichy et l'ex-candidat aux cantonales dans le canton de Levallois-Sud ont recueilli 71,5 % des suffrages face au duo composé d'Anne-Eugénie Faure et de Jean-Claude Moingt, qui les ont assurés de leur soutien. Le candidat PS sera opposé en juin au député UMP sortant Patrick Balkany.

NANTERRE

Le groupe communiste et citoyen en campagne pour la carte Imagine R

Parce qu'ils demandent la prise en charge à 50 % de la carte Imagine R par le conseil général des Hauts-de-Seine, les élus du groupe communiste et initiative citoyenne de la ville de Nanterre ont organisé, hier matin, une action de sensibilisation auprès des habitants et des usagers des gares RER. Le maire, Patrick Jarry, et la députée, Jacqueline Fraysse, se sont rendus devant la gare RER Nanterre-Université pour faire signer les pétitions qui seront remises le 10 février, jour du vote du budget du département, au président du conseil général, Patrick Devedjian.

BOULOGNE

Les dangers d'Internet à l'école

Les moteurs de recherche, les blogs, les réseaux sociaux font partie du quotidien de bon nombre d'entre nous. Dans l'Education nationale, ils ont aussi pris une place non négligeable et constituent des outils pédagogiques et des instruments de lien social. Une conférence est proposée demain au Centre de documentation pédagogique (CDDP). Plusieurs spécialistes viendront évoquer les problèmes qu'Internet peut créer lorsque les utilisateurs en font un usage inapproprié. ■ Demain, de 14 heures à 17 heures, au CDDP, 2 bis, rue Damiens. Entrée libre.

ÉDUCATION

63 postes d'enseignant à la trappe

Comment accueillir davantage d'élèves avec moins de professeurs? C'est le problème que devra résoudre d'ici à septembre l'inspecteur d'académie des Hauts-de-Seine, Edouard Rosselet. Le rectorat de Versailles l'a en effet sommé de « rendre » 63 postes d'enseignant et 16 d'intervenant en langue, alors que le département devrait accueillir 963 élèves supplémentaires dans le premier degré, écoles maternelles et élémentaires. « Et pourtant, pour scolariser tous ces enfants, l'inspecteur d'académie évalue à une trentaine le nombre de classes supplémentaires à ouvrir à la rentrée 2012, et donc autant de postes d'enseignant », indique Céline Potvin, secrétaire départementale du Snuipp-PEGC, principal syndicat enseignant du premier degré. Pour ce syndicat, la baisse des moyens annoncée par le rectorat signifie, pour la rentrée, des classes surchargées et une réduction de l'accueil des enfants de moins de 3 ans.

Comme dans plusieurs autres départements d'Ile-de-France, le Snuipp appelle les enseignants à faire grève le mardi 31 janvier pour exprimer leur mécontentement.

Des effectifs en baisse dans les collèges et les lycées

De leur côté, les collèges et les lycées du département perdront 90 emplois — un emploi correspond à 18 heures de cours hebdomadaires — à la rentrée. Ils en avaient déjà perdu 120 à la rentrée 2011. Le rectorat prévoit des effectifs en baisse dans les établissements, mais les chiffres évoqués surprennent le Syndicat national des enseignants du second degré (Snes). « On nous annonce 1 000 élèves en moins : 700 dans les lycées, 300 dans les collèges. Cela nous étonne d'autant plus dans les collèges avec l'arrivée des enfants du baby-boom de

l'an 2000, commente Jean-François Gay, secrétaire départemental du Snes 92. L'inspection académique a fait le choix de retirer 550 heures d'enseignement dans les collèges et 1 592 heures dans les lycées. » Les réformes des lycées (suppression de l'histoire en terminale, réduction de quatre ans à trois ans des formations en bac pro...) permettent de réduire le nombre d'heures. Mais le Snes prévoit, pour l'année prochaine, des

classes de seconde très chargées et une réduction de l'offre de formation.

FLORENCE HUBIN

■ Des professeurs du collège Edouard-Manet de Villeneuve-la-Garenne étaient en grève, hier, pour protester contre le nombre jugé « insuffisant » d'heures d'enseignement attribuées à la rentrée 2012. Selon l'inspecteur académique, cette baisse est liée à une diminution du nombre d'élèves.

L'Etat débloque 1,345 M€ pour le numérique dans l'académie de Versailles

L'académie de Versailles (Hauts-de-Seine, Yvelines, Val-d'Oise et Essonne) a été retenue pour l'appel à projet concernant l'usage des nouvelles technologies à l'école. L'académie a obtenu 1,345 M€ de « chèques ressources », via le plan numérique du gouvernement. Cet

argent, dont 20 % seront consacrés au primaire et à l'enseignement privé, permettra notamment de mettre en place des outils comme la « trousse numérique », une clé mise à la disposition des enseignants et des élèves, ou le logiciel Images actives, utilisable en cours.

EN IMAGE

RUEIL-MALMAISON, HIER MATIN

A 65 ans, elle va courir jusqu'à Rome

Paris-Rome en courant. Voici le nouveau défi que s'est lancée Rosie Swale-Pope. Cette Galloise de 65 ans est partie, hier matin à 10 heures, du siège d'Unilever France, implanté à Rueil 2000, partenaire de cette opération caritative. La marathonnienne était accompagnée de six salariés du groupe, qui l'ont suivie jusqu'à son premier arrêt symbolique, à la tour Eiffel. La sexagénaire, qui va tirer dans sa course un chariot jaune dans lequel elle dormira, effectue cette aventure au bénéfice de la prévention contre le cancer de la prostate, dont son mari est décédé en 2002. « A son passage, elle sensibilise les gens et les oriente vers les associations qui luttent contre cette maladie », explique Unilever. Après une étape à Dijon, Lausanne ou encore Turin, Rosie Swale-Pope espère rejoindre la capitale italienne avant le 18 mars — soit après cinquante jours de course — pour participer au Marathon de Rome.



BOULOGNE

Nouveau Roland-Garros : là où ça coince encore

Jeu décisif ! Ce soir à 18 h 30 s'ouvrira, au siège de la Fédération française de tennis (FFT), la sixième et ultime réunion de concertation sur l'extension de Roland-Garros. Ce rendez-vous, orchestré par la Commission nationale du débat public, sera consacré à « l'information du public et au suivi du chantier ». La FFT pourrait annoncer plusieurs concessions à son projet d'origine.

1 L'amputation des serres d'Auteuil

Ce jardin botanique, qui fait face à l'actuel Roland-Garros, est au cœur de la polémique. Le projet prévoit d'y construire, à la place de 14 serres, un nouveau court de 4 950 places. Juste à côté, deux pavillons en meulière abriteront des espaces de restauration et de services au public. Mais contrairement aux plans d'origine, le reste du jardin

d'Auteuil, et notamment les serres classées du XIX^e siècle, ne devrait plus faire partie de la convention d'occupation de la FFT.

2 La question des nuisances

Transports, bruit, stationnement... Les riverains s'inquiètent des nouvelles nuisances, liées à l'extension de Roland-Garros. Parmi les points chauds : l'avenue Gordon-Benett, point d'entrée des habitants de Boulogne vers le périphérique, sera fermée à la circulation pendant le toumoi, pour devenir une allée verte reliant le court central et les nouvelles installations des serres d'Auteuil. La FFT prévoyait une fermeture de l'avenue pendant neuf semaines chaque printemps. Cette durée devrait être ramenée à six semaines. En revanche, aucune garantie n'a été donnée aux habitants sur les

horaires de fermeture de Roland-Garros le soir. Alors que les matchs s'arrêtent pour l'instant à la nuit tombée, le nouveau court Chatrier, couvert et éclairé, accueillera dix rencontres en soirée, à partir de 20 heures.

3 Les enfants sacrifiés

Roland-Garros va engloutir plusieurs installations dédiées au sport amateur. Sur la parcelle du Fond-des-Princes, à l'ouest, deux gymnases utilisés par les établissements scolaires vont être détruits au profit de nouveaux courts. Mais les travaux de démolition, prévus pour l'été 2014, devraient être retardés d'un an, le temps que soient construits deux gymnases de repli, boulevard Suchet et sur le stade Géo-André. De même, à l'est, le stade Hébert, utilisé par les enfants, sera remplacé par le nouveau centre national d'entraînement

de la FFT. Les travaux, prévus pour septembre, sont repoussés à janvier 2013. D'ici là seront achevés les équipements sportifs de remplacement en construction sur les pelouses de l'hippodrome d'Auteuil.

4 L'agenda retardé ?

Pour conserver l'organisation de l'événement, le site doit se doter d'un court central couvert permettant de jouer quelles que soient les conditions météo. A l'issue de trois ans de travaux et 273 M€ d'investissement à la charge de la FFT, le nouveau Roland-Garros s'étendra sur plus de 12 ha et comptera 40 000 places assises, contre 37 000 actuellement. La consultation publique engagée en octobre a déjà pris du retard. L'inauguration du nouveau stade, prévue en 2016, pourrait être reportée à 2017. CHRISTEL BRIGAUDEAU

VIVRE DANS LES HAUTS-DE-SEINE

SAINT-CLOUD Des studios de doublage quai Carnot

L'un disparaît et l'autre s'installe. Le groupe mondial de postproduction Technicolor va créer six studios de doublage pour la télévision, mais également pour le cinéma, quai Carnot à Saint-Cloud. Technicolor a repris vendredi une partie des filiales du groupe Quinta Industrie, hormis LTC, basé également à Saint-Cloud. La liquidation judiciaire du laboratoire photo-chimique a été prononcée le 15 décembre. « C'est tout un savoir-faire qui va disparaître, espérons que ce talent sera réutilisé par Technicolor », commente Elodie Schmidt, représentante du personnel chez LTC. L'ensemble des films de patrimoine contenu dans les sous-sols du laboratoire va être repris par Capital Vision, spécialiste de l'archivage de contenus audiovisuels.

ANTONY

La mémoire de la ville bientôt en BD

Vos souvenirs en BD. C'est le projet des médiathèques d'Antony, qui préparent des Bulles dans la ville, le festival de bande dessinée prévu les 12 et 13 mai. Les habitants sont invités à raconter le XX^e siècle tel qu'ils l'ont vécu. Chacun peut prendre la plume et déposer sa contribution jusqu'au 15 mars dans les urnes déposées à cet effet dans les médiathèques ou à la mairie. Un atelier d'écriture aura lieu le 11 février à la médiathèque Arthur-Rimbaud pour aider ceux qui le souhaitent. Cette collecte de souvenirs sera ensuite traduite en bande dessinée, sous la houlette de l'invitée d'honneur du festival, Zeina Abirached. La jeune dessinatrice, qui a publié notamment « le Jeu des hirondelles » sur son enfance à Beyrouth, animera des ateliers avec des jeunes de la ville pour les mettre en image. ■ Inscriptions auprès des médiathèques Anne-Fontaine (01.40.69.69.70) et Arthur-Rimbaud (01.40.96.68.38).

MONTROUGE

Suivez les Rois mages

Ont-ils suivi l'étoile du Berger ? Les Rois mages défilent dimanche sur l'avenue de la République avant d'emmener les gourmands pour goûter la galette des Rois géante offerte par les boulangers de Montrouge dans le square de l'Hôtel-de-Ville. ■ Dimanche à partir de 15 h 30 à Montrouge. Renseignements au 01.46.12.75.70.

BAGNEUX

Projection-débat sur un pommier extraordinaire

L'association Bagnaux Environnement organise aujourd'hui une soirée conviviale autour de la projection du film « les Origines de la pomme ». Catherine Peix, la réalisatrice, participera à l'événement et échangera avec les spectateurs à l'issue de la séance. Son film sensibilise le spectateur au *Malus sieversii*, un pommier sauvage qu'on trouve aujourd'hui au Kazakhstan et qui risque de disparaître à cause de la déforestation. ■ A partir de 19 heures au foyer Coudon, 18, rue Salvador-Allende à Bagneux.

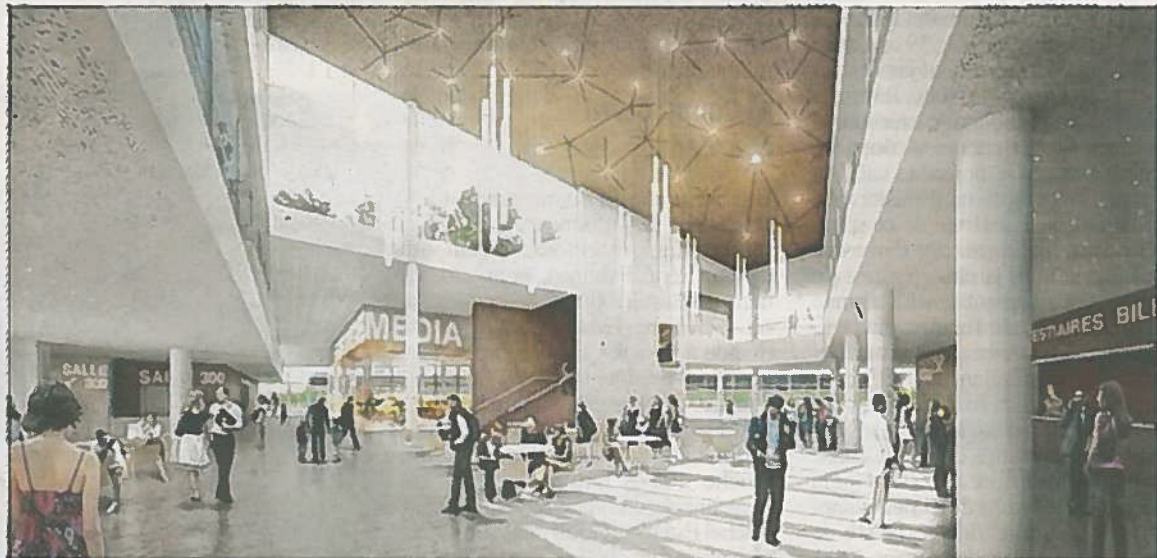
COURBEVOIE

La Cité des loisirs coûtera 14 M€ de moins

Quatre-vingts ans après sa construction, le stade municipal de Courbevoie accueillera demain soir les habitants pour une ultime réunion publique. La municipalité leur présentera en effet le bâtiment festif qui sera construit à la place du stade, dont la démolition débutera le mois prochain. Ce nouveau bâtiment ainsi que celui prévu pour remplacer le gymnase de la rue de Colombes compléteront la Cité des loisirs inaugurée en 2007 avec l'ouverture de l'espace sportif Jean-Pierre-Rives. Lancée en 2005, la Cité des loisirs a été freinée par la crise et les ambitions municipales revues à la baisse.

Deux salles de spectacle de 300 et 1 000 places

La conservation et la restauration de la façade des années 1930 ont également été abandonnées. « On pensait qu'elle était inscrite à l'Inventaire des monuments historiques, mais ce n'est pas le cas », a justifié hier le maire, Jacques Kosowski (UMP). « On a également écarté cette piste (NDLR: garder la façade) pour des raisons économiques », a ajouté l'architecte, Franck Tilquin. « Mais on va récupérer des éléments du fronton, notamment les anneaux olympiques », a assuré le constructeur, GTM (groupe Vinci).



Voici à quoi ressemblera l'intérieur du bâtiment festif, dont la livraison est prévue en février 2014.

(ATELIERS 2/3/4.)

Le nouveau projet coûtera 65,78 M€, « soit 14 millions de moins que le premier projet », souligne le maire, mais il faut ajouter les 3,4 M€ d'études du projet avorté. Pour l'opposition, le projet reste « démesuré » pour un équipement local. « Ou alors il fallait envisager un équipement intercommunal, estime Jean-André Lasserre, chef du groupe PS-EELV. Une autre ambition pour Courbevoie. »

Le bâtiment festif qui sera construit boulevard de Verdun disposera de deux salles de spectacle (300 places assises pour l'une, 1 000 pour l'autre) en rez-de-chaussée équipées de gradins amovibles. Elles ne concurrenceront pas l'espace Carpeaux (450 places), assure le maire : « Pour certains spectacles, Carpeaux devait refuser du monde ou proposer deux représentations. » Dans la même cons-

truction seront aménagés un espace média, des locaux pour le bureau information jeunesse, une salle de réception privatisable de 150 personnes, des studios d'enregistrement et un café. En sous-sol, 300 places de stationnement seront reliées aux parkings Carpeaux et Verdun.

Côté rue de Colombes, le gymnase sera aussi démolit et remplacé par un bâtiment multifonction : gymnase semi-enterré, centre de loisirs, salles pour les associations, une cuisine et un restaurant pour le personnel municipal. L'opposition, qui participait au jury de marché, regrette que le procès-verbal du jury ne fasse « mention ni des doutes des deux cuisinistes consultés sur la conformité des cuisines, ni du problème posé par un centre de loisirs sur deux niveaux avec une cour en terrasse, ni de la sécurisation de la sortie du parking déplacée près du lycée ».

FLORENCE HUBIN

■ Réunion publique, demain à 20 heures, à la salle des fêtes de l'ancien stade municipal, boulevard Aristide-Briand à Courbevoie.

Limiter les nuisances du chantier

Les travaux de curage, de désamiantage et la démolition des deux bâtiments actuels — le stade installé boulevard Aristide-Briand et le gymnase de la rue de Colombes — démarreront en février pour s'achever avant l'été. Ce sont les travaux qui engendreront le plus de nuisances. Pour limiter le bruit, l'entreprise GTM a précisé que la démolition sera réalisée avec une pince hydraulique « qui

grignote le béton ». Pour faire tomber les poussières, un système de brumisateur sera utilisé.

Les travaux de terrassement seront effectués pendant l'été, puis la construction débutera à la rentrée pour se poursuivre jusqu'à l'été 2013. Le second œuvre est prévu entre l'été 2013 et le 2 février 2014, date de livraison prévue. GTM a promis que les camions de chantier ne stationneraient pas dans

la rue. Ils entreront par la rue de Colombes et sortiront boulevard Aristide-Briand, près de l'entrée du lycée, où un « agent trafic » assurera la sécurité. Des réunions trimestrielles et des visites seront organisées pour informer les riverains de l'avancée des travaux. Enfin, un interlocuteur joignable grâce à un numéro vert pourra répondre aux questions pendant la durée du chantier. F.H.

SÈVRES

Les logements sociaux inquiètent les riverains

Le permis de construire affiché en octobre dans la rue des Pomme-rets a suscité de l'émoi dans le secteur. Dans cette zone résidentielle située près de la gare SNCF Sèvres-Rive-Gauche se dressent bâtisses en

meulière et maisons d'architectes. Les riverains n'ont donc pas apprécié l'idée de voir apparaître 32 logements sociaux à l'horizon 2014 sur une parcelle de la SNCF rachetée par la ville. « Il s'agit en fait de 27 nouvelles habita-

tions, précise François Kosciusko-Morizet, le maire (UMP). Deux pavillons situés sur le terrain seront gardés. »

Une réunion, organisée le 29 novembre par la mairie, pour présenter le programme porté par la société Immobilière 3F (I3F), a donné lieu à quelques débordements. « Les gens ont eu l'impression d'être mis devant le fait accompli », déplore une personne présente ce soir-là. Les explications de la municipalité, des représentants d'I3F et du cabinet d'architecture Toury Vallet n'ont pas rassuré les habitants.

Une pétition lancée

Bien au contraire. Un recours gracieux et un autre contentieux ont été successivement déposés. Plusieurs opposants au projet ont constitué une association et rédigé une pétition, qui a recueilli une centaine de paraphes. « On nous reproche un manque de communication, mais nous n'avons pas pu organiser de réunion durant l'instruction du permis de construire, car nous n'en avions pas le droit », s'excuse le maire. L'élu précise que la ville a saisi

l'opportunité d'acquiescer ce terrain à bas prix à la SNCF et d'y construire des habitations à proximité de la gare.

A Sèvres, qui affiche un peu moins de 25 % d'habitat social, comme ailleurs, la demande en appartements reste forte pour les foyers à faibles revenus, mais pas seulement. « Il y aura sept logements intermédiaires », précise le maire. Ils permettront de satisfaire des familles aux revenus moyens. Outre les désagréments durant les travaux, les administrés mécontents pointent les problèmes de stationnement. « Nous allons créer 10 places de parking supplémentaires qui s'ajouteront aux 32 initialement prévues », annonce François Kosciusko-Morizet. Une avancée qui ne suffira sans doute pas aux détracteurs de l'opération immobilière. « Elle dénature notre quartier, lâche un représentant de l'association des riverains. Tous les projets sociaux se concentrent sur le centre et la rive gauche. Pourquoi la mairie n'a-t-elle pas créé plutôt le parking à proximité de la gare que nous réclamons depuis longtemps ? » JÉRÔME BERNATAS



La société immobilière I3F va bâtir 32 logements sociaux près de la gare SNCF Sèvres-Rive-gauche. Les riverains sont opposés à ce projet car ils craignent que le quartier soit dénaturé par les constructions.

(TOURY VALLET.)